

Sexisme, harcèlement de rue, mixité : les femmes à la reconquête de l'espace public

Depuis peu, géographes, urbanistes et élus locaux s'intéressent à la question de la place des femmes dans l'espace public.

Par Fériel Alouti

Souvent, le soir, certaines préfèrent éviter les rues sombres, ne s'arrêtent pas à une station de métro jugée trop risquée. Beaucoup optent pour un pantalon plutôt qu'une jupe, privilégient le vélo ou la voiture, et, si elles sont à pied, veillent à ne pas croiser le regard d'un inconnu. Dans toutes les villes, pour répondre à un sentiment d'insécurité, des femmes développent des stratégies d'évitement. Des gestes, devenus des réflexes.

« Dès l'âge de onze ans, les parents apprennent aux filles que l'espace public est dangereux, explique Marylène Lieber, sociologue et auteure, en 2008, d'un ouvrage sur les violences faites aux femmes dans l'espace public. Et tout au long de leur vie, on leur rappelle le risque de se retrouver dans une situation délicate. » Car, dans l'imaginaire collectif, poursuit-elle, *« une femme seule, le soir, dans la rue est [encore] une femme disponible »*.

Depuis quelques années, après avoir longtemps intériorisé cet état de fait, des femmes ont choisi de dénoncer ces violences sexistes qui font partie de leur quotidien. Leur parole se libère. De plus en plus de témoignages fleurissent sur les réseaux sociaux, sur lesquels sont rapportées les paroles salaces, les mains aux fesses et autres agressions verbales ou physiques. Des vidéos – délibérément choquantes –, tournées dans des rames de métro ou dans les rues des grandes villes, et des reportages sensibilisent également l'opinion publique.

Mais, c'est une étude du haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, instance consultative placée auprès du premier ministre, qui a éveillé les consciences. Publié le 16 avril 2015, le rapport dévoile que cent pour cent des utilisatrices des transports en commun interrogées disent avoir subi, au moins une fois dans leur vie, des violences sexistes et sexuelles. Le même jour, le collectif Stop harcèlement de rue, créé un an plus tôt, lance une nouvelle campagne de sensibilisation. Sur l'affiche, qui a pour décor une rame de métro, un crocodile au regard menaçant oppresse une usagère. Le message qui l'accompagne vise au plus simple : *« Dans les bus, les rames et les wagons, les agressions sexuelles, c'est cinq ans de prison. Restons civils sur toute la ligne. »*

Trois mois plus tard, le gouvernement lance un plan de lutte contre le harcèlement dans les transports en commun. Des collectivités locales s'y mettent. Depuis juin 2015, une poignée de policiers ont ainsi pour mission d'enquêter exclusivement sur les affaires d'agressions sexuelles commises dans les transports en commun d'Ile-de-France.

Esthétisme, fonctionnalité et sécurité

Non seulement ces violences sont donc désormais prises au sérieux, mais, surtout, elles sont traitées comme un élément d'un tableau plus global qui ne se limite pas à la relation entre l'agresseur et l'agressée. Aujourd'hui, des géographes, des urbanistes et des responsables municipaux se mobilisent pour travailler sur l'environnement et rendre les espaces publics plus accueillants et plus égalitaires.

Les femmes n'ont généralement pas la même utilisation de ces endroits que les hommes ; elles s'y activent, y font des courses, accompagnent leurs enfants... « *Il est exceptionnel que dans l'espace public elles soient dans une position de flânerie, et cela, quel que soit le quartier* », observe Chris Blache, ethno-sociologue et fondatrice de l'association Genre et Ville. A Paris, la chercheuse a arpenté différents quartiers pour faire, à chaque fois, le même constat : « *Le mobilier urbain n'est occupé que par des hommes.* »

Pendant longtemps, les urbanistes ont avant tout pensé la ville en termes d'esthétisme et de fonctionnalité. Après les problèmes d'hygiène, pris en compte à la fin du XIXe, la préoccupation sécuritaire est apparue à partir des années 2000. S'est alors posée la question de prévenir les risques d'émeute dans les villes, mais sans aborder la question de la mixité des espaces publics. Et, « *depuis deux ans, il y a une prise de conscience des municipalités* », se réjouit Chris Blache, selon qui les « *marches exploratoires* » y sont « *pour beaucoup* ».

Cette initiative a, en effet, un peu changé la donne. Ces dernières années, des femmes se regroupent et marchent, de jour comme de nuit, dans le seul but de repérer et prévenir, grâce à l'aménagement urbain, les risques d'agression afin d'aider la population féminine à se réappropriier la ville. Expérimentées au début des années 2000 en France, ces marches ont essaimé, depuis trois ans, dans une dizaine de villes.

Audrey Noeltner, urbaniste et fondatrice de l'association Womenability, a, elle, déambulé dans vingt-cinq villes à travers le monde. Pendant sept mois, elle a observé la manière dont les femmes utilisent, dans d'autres pays, les espaces publics et a relevé les « *bonnes pratiques* » à importer en France.

Plus de bancs et de toilettes publiques

Mais concrètement, comment donner envie aux femmes de s'approprier pleinement l'espace public ? « *Pour créer davantage de mixité, il faut moins de fonctionnalité et susciter l'envie de s'arrêter* », estime Chris Blache. Si ceux qui façonnent la ville de demain ne changeront pas les habitudes des femmes, ils peuvent, en revanche, faire en sorte de réunir tous les ingrédients pour leur donner envie de s'attarder dans des espaces accueillants.

Comment ? « *En travaillant sur les volumes, les matières des sols, la lumière* », avance Chris Blache. Multiplier les bancs, que les municipalités ont tendance à supprimer pour décourager les SDF d'y squatter. Installer également davantage de

toilettes publiques. Pour faire passer le message, Genre et Ville sensibilise depuis deux ans, à travers des formations, élus et urbanistes.

Pour Edith Maruéjols, géographe du genre et auteure d'une thèse sur les loisirs des jeunes, la mixité doit être pensée dès le plus jeune âge. « *Dès que les filles et les garçons mettent le pied en dehors de l'école, ils ne sont plus ensemble. Que ce soit dans les quartiers populaires ou bourgeois.* » Partout, a-t-elle constaté, les équipements sportifs publics sont « *en grande majorité* » utilisés par des garçons.

En France, quelques villes tentent d'être précurseuses. Paris, Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), Rennes (Ille-et-Vilaine) font ainsi figure de bonne élève. Depuis septembre 2015, la capitale de la Bretagne a mis sur pied un comité consultatif d'égalité entre hommes et femmes. A l'occasion de l'édition 2015 de la journée internationale des droits des femmes, la ville est même arrivée en tête du palmarès, publié par le site Les Nouvelles News, des grandes villes les plus engagées en matière d'égalité hommes-femmes, à l'exception de Paris.

Dans la capitale aussi, les esprits changent. L'arrivée de la maire Anne Hidalgo, chargée de cette question sous la première mandature de Bertrand Delanoë, y est pour beaucoup. Cet automne, la Ville a ainsi publié le guide « Genre et Espace public ». Près de quatre-vingts pages de conseils destinés aux urbanistes pour penser la ville de demain et faire en sorte qu'elle soit autant accueillante pour les femmes que pour les hommes. La mairie a également inscrit le critère du genre dans son plan de rénovation de sept places emblématiques de la capitale. Genre et Ville vient de remporter l'appel d'offres pour travailler sur les places de La Madeleine et du Panthéon.

- 1- L'espace public est-il rendu praticable et attractif pour tous et toutes, à tous moments ?
- 2- Les parcs et espaces verts sont-ils occupés de façon paritaire et pour le même usage ?
- 3- Existe-t-il des espaces accaparés par un seul groupe qui deviennent officieusement interdits aux autres groupes (espaces d'exclusivité) ?
- 4- Existe-t-il des mesures pour apporter une plus grande mixité filles/garçons dans les espaces de sports et de loisirs ?
- 5- Lorsque l'on met en place une base de sport ou de jeux, veille-t-on à ce que cet espace soit autant attractif pour les filles que pour les garçons ?
- 6- L'aménagement urbain et la végétalisation sont-ils pensés en tenant compte de la visibilité des personnes ?
- 7- Lors de l'aménagement de certains endroits, évite-t-on la formation de zones de retrait ou de tension, qui pourraient générer un sentiment d'insécurité ?

OCCUPER L'ESPACE Flâner, faire du sport...



Extrait du guide « Genre et espace public » édité par la mairie de Paris en octobre 2016. A gauche, les « sept questions à se poser », à droite un exemple d'aménagement urbain accueillant pour les hommes et les femmes.

Un rapport chiffré annuel

La cause dépasse le cercle parisien. Depuis 2009, le quartier de la Cerisaie à Villiers-le-Bel est en pleine rénovation urbaine. On y pense mixité sociale, développement durable, emploi. C'est aussi l'occasion pour les décideurs d'y mener une expérimentation. Dans ce « laboratoire », la question du genre est, pour la première fois en France, au centre des préoccupations des urbanistes.

Dès lors, dans les couloirs de ces mairies, un nouveau vocabulaire apparaît. On parle désormais de « *gender budgeting* » et de « *gender mainstreaming* ». Derrière ce jargon abstrait, se cache une réalité : prendre systématiquement en compte l'égalité de genre à tous les niveaux de décision et observer les budgets pour analyser l'impact de la distribution des ressources publiques sur l'égalité entre les hommes et les femmes.

Une nouveauté qui pourrait bien, d'ici peu, devenir un réflexe pour les communes. Depuis janvier 2016, les villes et les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants doivent, en effet, rendre chaque année un rapport chiffré sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes. Une manière d'obliger les villes à prendre enfin en compte la présence des femmes dans l'espace public.

Źródło:

Le Monde

http://www.lemonde.fr/societe/article/2017/01/21/sexisme-harcelement-de-rue-mixite-les-femmes-a-la-reconquete-de-l-espace-public_5066521_3224.html#bV7SoGsry5smZXzO.99, 21.01.2017